

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2019
Mars
N° 347
TOME 1



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

Désignation des représentants du Département au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Arrêté n°2019-419 du 11/03/2019

Désignation des représentants du Département aux commissions consultatives paritaires

Arrêté n°2019-830 du 15/03/2019

Désignation d'un représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches

Arrêté n°2019-1730 du 29/03/2019

Désignation des représentants du Département au comité technique

Arrêté n°2019-2058 du 29/03/2019

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Extrait des décisions de la commission permanente du 08 mars 2019,

dossier n° 2019 C02 F32 87

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Changement d'adresse d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé

Arrêté n°2019-537 du 21/02/2019

Arrêté rectificatif relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal «L'Obiou» de Mens

Arrêté n°2019-626 du 1/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de La-Côte-Saint-André

Arrêté n° 2019-813 du 7/02/2019

Versement d'une dotation APA au CCAS de Saint Marcellin pour son service prestataire

Arrêté n°2019-816 du 8/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » à Saint-Martin-le-Vinoux

Arrêté n°2019-817 du 8/02/2019

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Arrêté n°2019-967 du 18/02/2019

Arrêté de fixation du GMP départemental

Arrêté n°2019-968 du 18/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Bois Ballier à Saint-Quentin-Fallavier

Arrêté n°2019-1313 du 27/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de La Côte-Saint-André

Arrêté n°2019-1378 du 27/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD «Sévigné» à Saint-Martin-le-Vinoux

Arrêté n°2019-1385 du 27/02/2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté 2019-1025 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'hébergement temporaire et de l'accueil de jour de l'EHPAD la Chêneraie à Saint-Quentin-Fallavier

Arrêté n°2019-1387 du 27/02/2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté n° 2019-1028 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour de l'EHPAD Le Couvent à Saint-Jean-de-Bournay

Arrêté n°2019-1389 du 27/02/2019

Tarifs hébergement de la résidence autonomie pour personnes âgées « Charminelle » à Voreppe

Arrêté n° 2019-1251 du 1/03/2019

Tarifcation 2019 du foyer de vie et des foyers d'accueil médicalisé pour personnes handicapées gérés par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont (Budget P)

Arrêté n° 2019-1531 du 7/03/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD hospitalier de Beaurepaire

Arrêté n° 2019-1540 du 6/03/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Le Perron » à Saint-Sauveur

Arrêté n° 2019-1565 du 6/03/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD des Abrets

Arrêté n°2019-1586 du 8/03/2019

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

Service Accueil en protection de l'enfance

Extension de la capacité d'accueil de l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin, 6 rue de Brioux à Saint Egrève (38120)

Arrêté n°2019-440 du 7/02/2019

Ouverture d'un concours sur titre pour le recrutement d'un cadre socio-éducatif par l'établissement public départemental Le Charmeyran

Arrêté n°2019-557 du 7/02/2019

Composition du jury de recrutement d'un cadre socio-éducatif par l'établissement public départemental Le Charmeyran

Arrêté n°2019-558 du 7/02/2019

Service PMI et parentalités

Arrêté relatif au fonctionnement du Centre de planification et d'éducation familiale d'Echirolles – Eybens

Arrêté n°2019-649 du 12/02/2019

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines

Programme :Effectifs budgétaires

Adaptation des emplois

Extrait des décisions de la commission permanente du 08 mars 2019, dossier N° 2019 C02 F 31 83

Service gestion du personnel

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement

Arrêté n°2019-526 du 12/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes

Arrêté n°2019-857 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Arrêté n°2019-859 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Arrêté n°2019-942 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des mobilités

Arrêté n°2019-943 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement

Arrêté n°2019-944 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes

Arrêté n°2019-951 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise

Arrêté n°2019-1091 du 6/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Arrêté n°2019-1444 du 12/03/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Matheysine

Arrêté n°2019-1454 du 12/03/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction générale des services

Arrêté n° 2019-1520 du 18/03/2019

DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté relatif à la perception des dons par la régie « billetterie »

Arrêté n°2018-9977 du 27/02/2019

Arrêté relatif à la création de sous-régies pour la régie de recettes « billetterie »

Arrêté n°2018-9978 du 27/02/2019

Arrêté relatif à la création de sous-régies à la régie de recettes « boutiques »

Arrêté n°2018-1002 du 27/02/2019

**



Arrêté n° 2019-419 du 11 mars 2019

**Arrêté relatif à la désignation des représentants du Département au comité d'hygiène,
de sécurité et des conditions de travail**

Le Président du Conseil général de l'Isère

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2012-170 du 3 février 2012 modifié relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,
Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2018-8120 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 2 : Les représentants du Département au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont désignés ainsi qu'il suit :

En qualité de membres titulaires :

- Madame Céline Burlet, représentante du Président,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Martine Kohly,
- Madame Annie Pourtier,
- Madame Sylviane Colussi.

En qualité de membres suppléants :

- Monsieur Hervé Monnet,
- Monsieur Nelson Adonis,
- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Madame Murielle Giland.

Article 3 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 11 mars 2019



Arrêté n° 2019-830 du 15 mars 2019

**Arrêté portant sur la désignation des représentants du Département
aux commissions consultatives paritaires**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2018-10231 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale aux commissions consultatives paritaires.

Article 2 : Les représentants du Département aux commissions consultatives paritaires sont désignés ainsi qu'il suit :

Commission consultative paritaire du personnel départemental de catégorie A :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Madame Evelyne Michaud,
- Madame Amandine Germain.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand, en remplacement de Monsieur Pierre Gimel,
- Monsieur Julien Polat,
- Madame Céline Burlet,
- Madame Sylviane Colussi.

Commission consultative paritaire du personnel départemental de catégorie B :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Monsieur Daniel Cheminel,
- Madame Amandine Germain.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand, en remplacement de Monsieur Pierre Gimel,
- Monsieur Patrick Curtaud,
- Madame Céline Burlet,
- Madame Sylviane Colussi.

Commission consultative paritaire du personnel départemental de catégorie C :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Agnès Menuel,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Claire Debost,
- Madame Anne Gérin,
- Madame Amandine Germain.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand, en remplacement de Monsieur Pierre Gimel,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Evelyne Michaud,
- Madame Elisabeth Célard,
- Monsieur Julien Polat,
- Madame Sylviane Colussi.

Article 3 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 19 mars 2019



Arrêté n°2019-1730 du 29 mars 2019

Arrêté portant désignation d'un représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Marin-Grand, Vice-présidente chargée de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 : Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 2 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 29 mars 2019



Arrêté n°2019-2058 du 29 mars 2019

**Arrêté portant sur la désignation
des représentants du Département au comité technique**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2019-418 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité technique.

Article 2 : Les représentants du Département au comité technique sont désignés ainsi qu'il suit :

En qualité de membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Madame Evelyne Michaud,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Agnès Manuel,
- Madame Amandine Germain,
- Madame Sylvette Rochas.

En qualité de membres suppléants :

- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Monsieur Hervé Monnet,
- Monsieur Alexis Baron,
- Monsieur Nelson Adonis,
- Madame Murielle Giland,
- Madame Hortense De Royer Dupré.

Article 3 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 29 mars 2019

**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 08 mars 2019

DOSSIER N° 2019 C02 F 32 87

Politique : - Administration générale

Programme :

Opération :

Objet : Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Dépôt en Préfecture le : 13 mars 2019

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C02 F 32 87,

Vu l'amendement et l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu les statuts du Centre de prévention Bien vieillir Agirc-Arrco Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu la fusion-absorption de l'ODLC par le Centre régional de coordination des dépistages des cancers de la Région Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu la modification des statuts de la CLE du SAGE de la Bourbre ;

Vu l'article L.421-8 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

DECIDE

d'actualiser les représentants du Département en désignant :

- Madame Evelyne Michaud en tant que membre titulaire au sein de la Commission Consultative Paritaire de catégorie A en remplacement de Madame Aurélie Vernay,
- Madame Evelyne Michaud en tant que membre suppléant au sein de la Commission Consultative Paritaire de catégorie C en remplacement de Madame Aurélie Vernay,
- Madame Laura Bonnefoy en tant que membre titulaire au sein du Centre de prévention Bien vieillir Agirc-Arrco Auvergne Rhône-Alpes (ex CPA) en remplacement de Madame Magali Guillot,
- Madame Magali Guillot en tant que membre titulaire au sein du Centre régional de coordination des dépistages des cancers de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

- Monsieur Vincent Chriqui, Mesdames Catherine Simon et Sylviane Colussi en tant que membres titulaires ainsi que Monsieur Robert Duranton, Mesdames Aurélie Vernay et Amélie Girerd en tant que membres suppléants au sein de la CLE du SAGE de la Bourbre,
- Madame Catherine Barrot en qualité de représentante de la Caisse des Dépôts et Consignations au Conseil d'administration de l'OPAC 38 en remplacement de Monsieur Philippe Blanquefort,
- Mesdames Agnès Menuel et Claire Debost en tant que membres suppléants au sein de la Commission de réforme du personnel départemental en remplacement de Madame Frédérique Puissat et Monsieur Christian Rival.

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Elle a pour objet la gestion d'une structure sociale et médico-sociale destinée à la mise en œuvre d'activités interdisciplinaires et diversifiées dans tous les domaines de la sénescence, en matière d'information, de prévention et d'orientation des personnes publics ciblés : bilans médico-psycho-sociaux, activités à caractère physique et cognitif, et d'un manière générale, toutes activités visant à promouvoir « le bien vieillir », ainsi qu'à la mise en œuvre de projets innovants et d'études épidémiologiques pour avancer dans la compréhension et la promotion du « bien vieillir ».
- **Composition et fonctionnement** : Elle se compose de 3 collèges :
 - Le 1^{er} collège : toutes les Institutions de retraite complémentaire, membres des Fédération Agirc et Arrco, adhérentes à l'association,
 - Le 2^{ème} collège : toutes les institutions de prévoyance issues des groupes de protection sociales
 - Le 3^{ème} collège : tous les autres partenaires qui adhèrent ou adhéreront à l'Association Le Département dispose d'un représentant à ce collège.L'Assemblée Générale ordinaire élit tous les 3 ans parmi ses membres un CA qui comprend 6 membres au plus. Le 3^{ème} collège dispose donc d'une voix consultative.
- **Implication pour le Département** :
 - L'AG se réunit une fois par an dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice
 - Le CA se réunit au moins 2 fois/ an.

REPRESENTATION DU DEPARTEMENT CENTRE REGIONAL DE COORDINATION DES DEPISTAGE DES CANCERS DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Contact : DGS – Service des assemblées

Date de dernière mise à jour : 14 février 2019

ENJEUX

Fusion – Absorption de l'ODLC

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Ce centre est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des missions du Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers, de ses obligations sociales et réglementaires et de la gestion administrative et financière. Il assure la mise en œuvre opérationnelle des dépistages organisés et est chargé de l'organisation des programmes de dépistages organisés des cancers à l'échelle de la Région en appui de l'Agence Régionale de Santé.
- **Composition et fonctionnement** :
 - L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de membres avec voix délibérative, soit 29 administrateurs au plus et de membres avec voix consultative. Les membres du Conseil d'Administration sont répartis en 6 collèges et désignés comme suit :
 - Le 1^{er} collège : les représentants des professionnels de santé impliqués dans le dépistage des cancers et leur prise en charge,
 - Le 2^{ème} collège : les représentants des organisations régionales de professionnels de santé,
 - Le 3^{ème} collège : les représentants des sites territoriaux,
 - Le 4^{ème} collège : les représentants des comités techniques
 - Le 5^{ème} collège : les représentants des usagers et associations d'usagers
 - **Le 6^{ème} collège : les représentants des départements de la région Auvergne Rhône Alpes et de la Métropole de Lyon (voix consultative)**
- **Implication pour le Département** : Le Conseil d'administration se réunit au moins 2 fois/an et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur demande du ¼ des administrateurs ou du ¼ des membres de l'association.

ENJEUX

Changement de statuts

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Le SMABB a pour objet, dans le périmètre du bassin versant topographique/hydrographique de la Bourbre d'assurer tout ou partie de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondation (GEMAPI) telle que définie au L.211-7 du code de l'environnement. Il couvre les missions suivantes : l'aménagement du bassin hydrographique ou d'une fraction de bassin hydrographique, l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, la défense contre les inondations, la protection et la restauration des sites. Il assure également une mission spécifique d'appui après des collectivités membres.
- **Composition et fonctionnement** : Il est administré par un Comité Syndical, composé de 30 membres répartis comme suit :
 - 1 collègue GEMAPI de 22 délégués intercommunaux
 - 1 collègue Hors GEMAPI
 - Le Département : 3 délégués. Chaque délégué à une voix délibérative et il dispose d'un suppléant.Les suppléants sont appelés à siéger au sein du Comité syndical avec voix délibérative uniquement en cas d'empêchement du délégué titulaire.
- **Implication pour le Département** : Toute convocation au Comité Syndical est faite par le Président du Syndicat



Arrêté n° 2019-1531 du 7 mars 2019

Arrêté relatif à la tarification 2019 du foyer de vie et des foyers d'accueil médicalisé pour personnes handicapées gérés par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont (Budget P)

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2018 DOB A 05 03 du 16 novembre 2018 fixant les orientations de la tarification 2019 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2018 BP 2019 F 34 05 du 13 décembre 2018 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les prix de journée du foyer de vie et de la partie hébergement des foyers d'accueil médicalisé (FAM) pour personnes adultes handicapées, gérés par le **Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont**, sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} avril 2019**.

Pour l'exercice **2019**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYER DE VIE - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE - LA MAISONNETTE - SAINT-JOSEPH-DE-RIVIERE

. Prix de journée foyer de vie et hébergement FAM **145,78 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	593 692 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 223 931 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	274 190 €
	Total	2 091 813 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 091 483 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	330 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	2 091 813 €

FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE PAVILLON A - SAINT-LAURENT-DU-PONT

. Prix de journée hébergement FAM **104,91 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	918 432 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 026 836 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	350 265 €
	Total	2 295 533 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 295 533 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	2 295 533 €

FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE LES ALPAGES - SAINT-LAURENT-DU-PONT

. Prix de journée hébergement FAM **122,16 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 121 812 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 309 789 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	448 496 €
	Total	2 880 097 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 880 097 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	2 880 097 €

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Centre hospitalier.

Dépôt en Préfecture le : 19 mars 2019



Arrêté n° 2019-1540 du 6 mars 2019

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD hospitalier de Beaurepaire

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dépenses et recettes du budget hébergement de l'EHPAD hospitalier de Beaurepaire sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Titre I- Charges de personnel	450 508,77 €
	Titre III- Charges à caractère hôtelier et général	1 004 600,10 €
	Titre IV- Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	90 630,00 €
	TOTAL DEPENSES	1 545 738,87 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Titre III- Produits afférents à l'hébergement	1 535 738,87 €
	Tire IV- Autres produits	10 000,00 €
	TOTAL RECETTES	1 545 738,87 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2019 est fixé à 621 914,75 €.

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de avril à décembre s'établit à 307 116,45 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (102 372,15 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	621 914,75 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	57 632,27 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	-
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	170 809,83 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	393 472,65 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier février mars 2019)	86 356,20 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	307 116,45 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 3 derniers trimestre de l'année)	102 372,15 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 98 368,16 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} avril 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	51,27 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	71,96 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	23,60 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,97 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,35 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 mars 2019



Arrêté n° 2019-1565 du 6 mars 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Le Perron » à Saint-Sauveur**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Le Perron » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 100 000 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 710 000 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 226 827 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	34 385 €
	TOTAL DEPENSES	5 071 212 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	4 661 232 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	277 000 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	132 980 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	-
	TOTAL RECETTES	5 071 212 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	1 500 310,28 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	32 820,01 €
Produits de la tarification dépendance	1 533 130,29 €

Article 3

Pour l'unité personnes âgées handicapées, les dépenses et recettes supplémentaires de la section dépendance sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels	Financement complémentaire dépendance
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	262 793,94 €
Groupe I : Produits de la tarification	262 793,94 €

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement d'avril à décembre s'établit à 851 988,18 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	1 795 924,23 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	194 557,14 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	6 263,40 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	452 687,87 €
Déduction des moins de 60 ans	32 391,44 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	1 110 024,38 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier à mars 2019)	258 036,20 €
Montant de la somme annuelle restant à verser	851 988,18 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les trois derniers trimestre de l'année)	283 996,06 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 277 506 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Le Perron » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} avril 2019** :

Tarifs hébergement

Varjé & Messon (ancien bâtiment) :

Tarif hébergement	56,05 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	77,87 €

Jardin Fleuri :

Tarif hébergement	75,32 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	97,14 €

<u>La Messon (nouveau bâtiment) :</u>	
Tarif hébergement	65,00 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	86,82 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	29,70 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	18,85 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,00 €
-----------------------------	--------

Tarifs dépendance spécifiques aux unités des personnes handicapées âgées

Tarif dépendance GIR 1 et 2	37,15 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	24,85 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 mars 2019



Arrêté n° 2019-1586 du 8 mars 2019

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD des Abrets

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dépenses et recettes budgétaires de la section hébergement de l'EHPAD des Abrets sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépens	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	562 404,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	880 666,72 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	501 992,61 €
	TOTAL DEPENSES	1 945 063,33 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recette	Groupe I Produits de la tarification	1 807 872,83 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	86 800,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	50 390,50 €
	TOTAL RECETTES	1 945 063,33 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2019 est fixé à 550 385,40 €.

Article 3

La dotation supplémentaire de fonctionnement servie par le Département sur le budget dépendance de l'unité personnes âgées handicapées s'élève à 33 063,57 €.

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement d'avril à décembre s'établit à 247 211,28 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance dont dotation supplémentaire PHA	583 448,97 €
Déduction des prix de journée des résidents hors Isère en année pleine	76 041,33 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	3 821 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	154 384,42 €
Déduction des moins de 60 ans	-
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	349 202,22 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier à mars 2019)	101 990,94 €
Montant de la somme annuelle restant à verser	247 211,28 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les trois derniers trimestre de l'année)	82 403,76 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 87 300,55 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD des Abrets sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} avril 2019** :

Tarifs hébergement

Tarif hébergement	62,17 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	80,85 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	22,10 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,02 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	5,95 €
-----------------------------	--------

Tarifs dépendance spécifiques unité PHA

Tarif dépendance GIR 1 et 2	29,74 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	18,86 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 mars 2019



Arrêté n° 2019-537

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse
d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé**

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Vu l'agrément délivré par la Direccte le 7 juillet 2016 à effet du 12 octobre 2016,

Vu la demande formulée le 24 janvier 2019 par le groupe O2,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

La dénomination sociale de la société O2 Voiron a été modifiée. La nouvelle dénomination est la suivante : O2 Bièvre Isère située à l'adresse : 5 place de la Bascule, 38500 Voiron.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la société O2 Bièvre Isère, pour intervenir en mode prestataire auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin.
- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des PA-PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.
- Prestation de conduite du véhicule personnel des PA/PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 3 :

Conformément à l'agrément délivré par la Direccte à effet du 12 octobre 2016, le service O2 Bièvre Isère peut intervenir sur les communes suivantes : Apprieu, Beaucroissant, Bévenais, Billieu, Burcin, Châbons, Charavines, Charnècles, Chirens, Colombe, Coublevie, Izeaux, La Bâtie-Divisin, La Buisse, La Côte-Saint-André, La Murette, Le Gand-Lemps, Le Pin, Les Abrets, Longechenal, Massieu, Merlas, Moirans, Montferrat, Oyeu, Paladru, Réaumont, Renage, Rives, Saint-Aupre, Saint-Blaise-du-Buis, Saint-Cassien, Saint-Etienne-de-Crossey, Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Saint-Geoire-en-Valdaine, Saint-Jean-de-Moirans, Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Nicolas-de-Macherin, Saint-Paul-d'Izeaux, Sillans, Tullins, Voiron, Voreppe, Vourey

qui constituent sa zone d'intervention.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 11 octobre 2031.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 6 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 10 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le **21 FEV. 2019**

Pour le Président du Département et par délégation
La Directrice générale adjointe
chargée de la famille



Séverine Battin

Dépôt en Préfecture le : 26 Février 2019



Arrêté n° 2019-626 du 1er février 2019

Arrêté rectificatif relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu l'arrêté n° 2019-157 du 10 janvier 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'article 3 de l'arrêté n°2019-157 est modifié comme suit. Les prix de journées sont inchangés.

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 375 108,28 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (68 201,50 € pour les mois de février et mars 2019 et 102 302,26 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019).

Montant de la tarification dépendance	652 742,56 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine et de l'hébergement temporaire	48 219,67 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	10 106,70 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	185 207,16 €
Montant de la dotation annuelle 2019	409 209,03 €
Montant de la somme déjà encaissée par l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier 2019)	34 100,75 €
Montant de la sommes annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	375 108,28 €
Montant correspondant aux mois de février et mars à verser	68 201,50 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	102 302,26 €

Article 2 :

L'article 3 de l'arrêté n°2019-157 est modifié comme suit. Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 102 302,26 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019 (409 209,03 € / 4). Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-813 du 7 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD de La-Côte-Saint-André**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dépenses et recettes constitutives du budget hébergement de l'EHPAD de La-Côte-Saint-André sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels dépenses		Montants
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	603 727,25 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 795 591,93 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	797 109,48 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	
	TOTAL	3 196 428,66 €
Groupes fonctionnels recettes		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 060 735,10 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	135 693,56 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	
	TOTAL	3 196 428,66 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	1 258 625,45 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	-
Reprise du résultat antérieur – déficit	-
Produits de la tarification dépendance	1 258 625,45 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 693 007,78 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (66 828,80 € pour le mois de mars 2019 et 208 726,32 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019).

Montant de la tarification dépendance	1 258 625,45 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	91 161,07 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	11 120,71 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	354 398,07 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	801 945,61 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	108 937,88 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	693 007,78 €
Montant correspondant aux mois de mars à verser	66 828,80 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	208 726,32 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 200 486,40 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement moyen	48,03 €
Tarif hébergement Eden plus de 60 ans	47,00 €
Tarif hébergement Eden moins de 60 ans	66,46 €
Tarif hébergement Grand Cèdre plus de 60 ans	48,85 €
Tarif hébergement Grand Cèdre moins de 60 ans	69,20 €
Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	22,21 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	14,09 €
Tarif prévention à la charge du résident pour les GIR 5 et 6	5,98 €

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-816
Direction de l'autonomie
Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au versement d'une dotation APA
au CCAS de Saint-Marcellin pour son service prestataire**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L.314-1 du CASF (II), précisant que la tarification des services habilités à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale est arrêtée chaque année par le Président du Conseil départemental ;

Vu l'article R.314-51 du CASF précisant que l'affectation du résultat est décidée par le Président du Conseil départemental et que le déficit est couvert en priorité par reprise sur le compte de la réserve de compensation, le surplus étant ajouté aux charges d'exploitation des futurs exercices ;

Vu que ces dispositifs ont pour effet notamment d'augmenter le montant du prix de journée de l'APA payé par le Département ;

Vu que le CCAS de Saint Marcellin est autorisé et tarifé par le Département pour son activité prestataire en vertu d'une convention de tarification ;

Vu la convention de tarification signée entre le Département de l'Isère et le CCAS de Saint Marcellin du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017 ;

Vu la décision adoptée par la commission permanente en date du 21 juillet 2017 réformant la politique à destination des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la délibération adoptée le 30 mars 2018 par l'assemblée départementale décidant de reprendre les résultats déficitaires des Service d'aide et d'accompagnement à domicile au titre de la tarification de ces services, dans les conditions prévues par le Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant qu'au vu de la réforme aucun report des déficits sur les exercices futurs n'est envisageable et qu'il convient de solder les déficits antérieurs au 1^{er} avril 2018 ;

Considérant les résultats d'exploitation des exercices 2014, 2015 et 2016 du CCAS de Saint Marcellin et les déficits qui n'avaient pas été incorporés aux tarifs précédemment fixés par le Département ;

Considérant le résultat d'exploitation de l'exercice 2017 du CCAS qui n'avait pas été arrêté ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Après étude du bilan et du compte de résultat 2017 du Service d'aide et d'accompagnement à domicile géré par le CCAS de Saint Marcellin, le résultat 2017 est arrêté à - 34 685,84 €.

Article 2

Au regard des résultats non incorporés à ce jour au titre des années 2014, 2015 et 2016, et au regard du résultat arrêté pour 2017, le cumu des déficits du CCAS de Saint Marcel in à reprendre au titre de la tarification s'élève à 137 053,21 € déterminés comme suit :

Article 3 :

Il est décidé le versement d'une régularisation d'une dotation APA du Département à hauteur de 171 778,62 € au CCAS de Saint Marce in visant à couvrir le report à nouveau déficitaire cumulé.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 8 février 2019

Dépôt en Préfecture le : 5 Mars 2019



Arrêté n° 2019-817 du 8 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Sévigné » à Saint-Martin-le-Vinoux**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Sévigné » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Pour l'EHPAD

	Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	184 904,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	649 744,41 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	228 109,65 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	0
	TOTAL DEPENSES	1 062 758,06 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 022 033,07 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 700,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	25,00 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	0,00 e
	TOTAL RECETTES	1 062 758,07 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	288 314,58 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	0,00 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	24 858,88 €
Produits de la tarification dépendance	313 173,46 €

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 154 052,69 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (26 356,93 € pour les mois de janvier et février 2019 et 45 102,41 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019).

Montant de la tarification dépendance	313 173,46 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	52 054,28 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	11 761,95 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	80 709,57 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	180 409,62 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	26 356,93 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	154 052,69 €
Montant correspondant pour le mois de mars à verser	15 405,27 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	45 102,41 €

Article 3 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 45 102,41 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 4 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Sévigné » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	70,00 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	91,52 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,46 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,52 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,59 €

Article 5 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-967

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations et aux zones d'intervention, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Considérant que, du fait de la loi ASV, les services prestataires antérieurement agréés sont désormais réputés autorisés pour une durée de 15 ans à compter de la date de leur dernier agrément,

Considérant que le territoire d'intervention d'un Service d'aide et d'accompagnement à domicile constitue sa capacité d'intervention,

Vu l'agrément délivré par la Direccte à compter du 10 mars 2016, permettant à Résidences Home services d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées pour l'ensemble du Département de l'Isère,

Considérant que, depuis l'entrée en vigueur de la loi ASV, l'autorisation d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées pour l'ensemble du Département de l'Isère, appartient au Conseil départemental de l'Isère,

Considérant que Résidence home services est devenu Réside études

Considérant l'existence de deux résidences services dénommées La Girandière, gérées par Réside étude, l'une sise 15 Allée du Docteur Pierre Berthier à Bourgoin-Jallieu et l'autre 14 rue du Cardo à L'Isle d'Abeau,

Considérant l'existence d'un SAAD interne à chacune de ces résidences

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est réputée accordée pour une durée de quinze ans à compter du **10 mars 2016** à Réside études, 42 avenue Georges V, 75008 Paris, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour les activités suivantes soumises à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin.
- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques

Article 2 :

Cette autorisation vise exclusivement les activités exercées au sein des Résidences services les Girandières situées :

- 15 Allée du Docteur Pierre Berthier 38300 Bourgoin-Jallieu
- 14 rue du Cardo 38080 L'Isle d'Abeau

Qui constituent le territoire d'intervention des SAAD concernés

Article 3 :

Réside études est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF au sein de ces deux résidences services.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 5 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. La deuxième évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 10 mars 2031 soit le 10 mars 2029 au plus tard.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 7 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 42 avenue Georges V, 75008 Paris
- Numéro de SIREN : 350 902 102
- Statut : SASU Société par actions simplifiée à associé unique

Identification des services :

- Adresses : • 15 Allée du Docteur Pierre Berthier 38300 Bourgoin-Jallieu
• 14 rue du Cardo 38080 L'Isle d'Abeau
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- Mode de tarification : 01 - service tarif libre

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 8 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Cette autorisation ne permet pas à Réside étude de faire fonctionner, sans autorisation préalable, un SAAD dans une résidence autre que celles visées ci-dessus.

Article 9 :

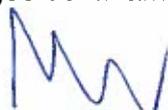
Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 18 février 2019

Pour le Président du Département et par délégation
La Directrice générale adjointe
chargée de la famille



Séverine Battin

Dépôt en Préfecture le : 5 Mars 2019



Arrêté n° 2019-968 du 18 février 2019
Arrêté fixant le GMP départemental

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu l'article 77 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'article L314-2 du code de l'action sociale et des familles qui prévoit, pour les EHPAD créés en 2018 et 2019 dans l'attente de l'évaluation de la perte d'autonomie et des besoins en soins requis des résidents, que le forfait global relatif aux soins soit fixé en prenant en compte notamment le niveau de dépendance moyen départemental des résidents (GMP), fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental ;

Considérant le résultat du calcul du GMP moyen pondéré des EHPAD obtenu à partir des tarifications arrêtées par le Président du Département en 2018 de 778 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département de l'Isère ;

Arrête

Article 1 : le niveau de dépendance moyen retenu du Département pour les établissements nouvellement créés pour l'année 2018 et 2019 est fixé à **778**.

Article 2 : le présent arrêté prend effet à la date du **1^{er} janvier 2019**.

Article 3 : en application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 4 : la Directrice générale des services du Département de l'Isère est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au bulletin officiel du département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1313 du 27 février 2019

Arrêté annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Bois Ballier à Saint-Quentin-Fallavier

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Vu l'arrêté n° 2019-1036 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Bois Ballier ;

Considérant les erreurs matérielles commises dans l'élaboration de cet arrêté et la nécessité de rectifier les montants erronés ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2019-1036.

Article 2 :

Le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 1 829 595,80 €.

Article 3 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance	517 419,11 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	30 000 €
Produits de la tarification dépendance	547 419,11 €

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 277 012,12 € (cf. détail ci-dessous). 27 645,43 € versées pour le mois de mars 2019 et 83 121,61 € par trimestre pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	547 419,11 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	37 933,49 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	0 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	150 322,08 €
Déduction des moins de 60 ans	27 358,39 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	331 805,15 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	54 733,02 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	277 072,13 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	27 707,30 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	83 121,61 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 82 951,29 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	84,32 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	109,38 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	29,27 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	18,57 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,88 €
-----------------------------	--------

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 1^{er} mars 2019



Arrêté n° 2019-1378 du 27 février 2019

Arrêté annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de La-Côte-Saint-André

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Vu l'arrêté n° 2019-813 fixant les tarifs hébergement et dépendance des EHPAD de La Côte-Saint-André ;

Considérant les erreurs matérielles commises dans l'élaboration de cet arrêté et la nécessité de rectifier les montants erronés ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2019-813.

Article 2 :

Les dépenses et recettes constitutives du budget hébergement de l'EHPAD de La Côte-Saint-André sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels dépenses		Montants
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	603 727,25 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 795 591,93 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	797 109,48 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	
	TOTAL	3 196 428,66 €

Groupes fonctionnels recettes		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 060 735,10 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	135 693,56 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	
	TOTAL	3 196 428,66 €

Article 3 :

Le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	1 258 625,45 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	-
Reprise du résultat antérieur – déficit	-
Produits de la tarification dépendance	1 258 625,45 €

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 693 007,78 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (66 828,80 € pour le mois de mars 2019 et 208 726,32 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	1 258 625,45 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	91 161,07 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	11 120,71 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	354 398,07 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	801 945,61 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	108 937,88 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	693 007,78 €
Montant correspondant aux mois de mars à verser	66 828,80 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	208 726,32 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 200 486,40 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement moyen	48,53 €
Tarif hébergement Eden plus de 60 ans	47,97 €
Tarif hébergement Eden moins de 60 ans	67,83 €
Tarif hébergement Grand Cèdre plus de 60 ans	48,94 €
Tarif hébergement Grand Cèdre moins de 60 ans	69,33 €

Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	22,21 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	14,09 €
Tarif prévention à la charge du résident pour les GIR 5 et 6	5,98 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 1^{er} mars 2019



Arrêté n° 2019-1385 du 27 février 2019

Arrêté annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » à Saint-Martin-le-Vinoux

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Vu l'arrêté n° 2019-817 fixant les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Sévigné ;

Considérant les erreurs matérielles commises dans l'élaboration de cet arrêté et la nécessité de rectifier les montants erronés ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2019-817.

Article 2 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Sévigné » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Pour l'EHPAD

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	184 904,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	649 744,41 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	242 359,65 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	0 €
	TOTAL DEPENSES	1 077 008,06 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 036 283,06 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 700 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	25 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	0 e
	TOTAL RECETTES	1 077 008,06 €

Article 3 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	288 314,58 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	0 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	24 858,88 €
Produits de la tarification dépendance	313 173,46 €

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 142 290,73 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (26 356,93 € pour les mois de janvier et février 2019 et 42 687,22 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019).

Montant de la tarification dépendance	313 173,46 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	52 054,28 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	11 761,95 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	80 709,57 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	168 647,66 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	26 356,93 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	142 290,73 €
Montant correspondant pour le mois de mars à verser	14 229,07 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	42 687,22 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 42 161,92 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Sévigné » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	70,00 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	91,52 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,46 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,52 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,59 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 1^{er} mars 2019



Arrêté n° 2019-1387 du 27 février 2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté 2019-1025 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'hébergement temporaire et de l'accueil de jour de l'EHPAD la Chêneraie à Saint-Quentin-Fallavier

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Vu l'arrêté n° 2019-1025 fixant le budget et les tarifs de l'EHPAD La Chêneraie de Saint-Quentin-Fallavier pour l'année 2019 ;

Considérant la nécessité de compléter l'arrêté n° 2019-1025 des tarifs applicables pour l'hébergement temporaire et l'accueil de jour de cet établissement

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté complète l'arrêté n° 2019-1025.

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD La Chêneraie pour ses places d'hébergement temporaire sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement temporaire

Tarif hébergement des plus de 60 ans	72,45 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	97,03 €

Tarifs dépendance hébergement temporaire

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,94 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,78 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,69 €
-----------------------------	--------

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD La Chêneraie pour ses places d'accueil de jour sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement de l'accueil de jour

Tarif hébergement des plus de 60 ans	34,50 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	46,21 €

Tarifs dépendance de l'accueil de jour

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,94 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,78 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,69 €
-----------------------------	--------

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 1^{er} mars 2019



Arrêté n° 2019-1389 du 27 février 2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté n° 2019-1028 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour de l'EHPAD Le Couvent à Saint-Jean-de-Bournay

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Vu l'arrêté n°2019-1028 fixant le budget et les tarifs de l'EHPAD Le Couvent de Saint-Jean-de-Bournay pour l'année 2019 ;

Considérant la nécessité de compléter l'arrêté n° 2019-1028 des tarifs applicables pour l'accueil de jour de cet établissement

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté complète l'arrêté n° 2019-1028.

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD Le Couvent pour ses places d'accueil de jour sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement de l'accueil de jour

Tarif hébergement des plus de 60 ans	30,79 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	41,44 €

Tarifs dépendance de l'accueil de jour

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,21 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,36 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,52 €
-----------------------------	--------

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 1^{er} mars 2019



Arrêté n° 2019 - 440

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Service accueil en protection de l'enfance

**Arrêté relatif l'extension de la capacité d'accueil de l'établissement public départemental
« Maisons d'enfants Le Chemin, 6 rue de Brioux à Saint-Egrève (38120)**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code civil notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 et 82-632 du 22 juillet 1982, relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu l'arrêté n° 2007-867 du 26 février 2007 relatif à la création de l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin » ;

Vu l'arrêté n° 2017-10222 du 24 novembre 2017 relatif à l'extension temporaire de la capacité d'accueil de l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin » ;

Vu les objectifs stratégiques du schéma départemental d'action sociale en faveur de l'enfance et de la famille 2014-2018 adopté le 12 décembre 2013 ;

Vu les orientations politiques du Département ;

Vu l'évaluation externe de l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin » du 5 juin 2015 ;

Considérant que le transfert de la gestion de la Villa Mansart, dispositif de l'établissement public départemental « Le Charmeyran », vers l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin », est compatible avec les objectifs stratégiques du schéma départemental susvisé et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux ;

Sur proposition de Madame la Directrice générale des services du Département de l'Isère ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation de l'établissement public départemental « Maisons d'enfants Le Chemin » est modifiée.

Article 2 :

L'établissement est autorisé à accueillir 125 garçons et filles, âgés de 4 à 18 ans, avec possibilité de dérogation d'âge à titre exceptionnel après accord de la Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport.

Cette capacité d'accueil est répartie ci-après :

110 places en hébergement diversifié au sein des sites suivants

- 48 places : 6 rue de Brioux, 38120 Saint-Egrève
- 38 places : chemin de l'Eglise, 38700 Corenc
- 24 places : 22 rue Mansart, 38100 Grenoble

15 places en accueil de jour : 6 rue de Brioux, 38120 Saint-Egrève

Article 3 :

« 6 mesures caméléon » sont expérimentées jusqu'au 31 décembre 2019. En fonction des résultats de l'évaluation qui en sera faite au 31 juillet 2019, ces dernières s'ajouteront à l'activité du service ou cesseront sur les prochains exercices.

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction, le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du Préfet et du Président du Conseil départemental.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Conseil départemental.

Article 5 :

Cet établissement est répertorié au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

Article 6 :

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée aux conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14.

Article 7 :

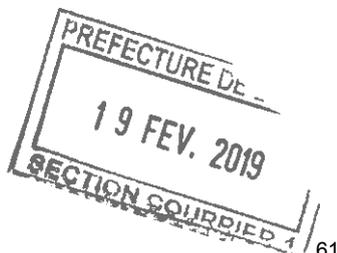
Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif.

Article 8 :

La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le **07 FEV. 2019**

Dépôt en Préfecture : le





Arrêté n°2019-557 du 07 FEV. 2019

**Arrêté relatif à l'ouverture d'un concours sur titre pour le recrutement
d'un cadre socio-éducatif par l'établissement public départemental Le Charmeyran**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 portant statut particulier du corps des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°2016-634 du 19 mai 2016 modifiant le décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 portant statut particulier du corps des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 11 mai 2007 modifié par l'arrêté du 12 mai 2010 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres socioéducatifs,

Vu la demande de la directrice adjointe de l'établissement public départemental Le Charmeyran en date du 24 janvier 2019,

Sur proposition du directeur de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Arrête :

Article 1 :

Un concours sur titre est ouvert en vue du recrutement par l'établissement public départemental Le Charmeyran d'un cadre socio-éducatif.

Article 2 :

Les dossiers de candidatures devront être adressés dans un délai de deux mois (le cachet de la poste faisant foi) à compter de la date de publication du présent arrêté au journal officiel à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur
Etablissement public départemental Le Charmeyran
9, chemin Duhamel
38702 La Tronche

Article 3 :

Le directeur de l'éducation, de la jeunesse et du sport et le directeur de l'établissement public départemental Le Charmeyran, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le :



REPUBLIQUE FRANCAISE



Arrêté n° 2019-558 07 FEV. 2019

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport
Service Accueil en protection de l'enfance

**Arrêté relatif à la composition du jury de recrutement d'un cadre socio-éducatif par
l'établissement public départemental Le Charmeyran**

07 FEV 2019

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 portant statut particulier du corps des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2016-634 du 19 mai 2016 modifiant le décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 portant statut particulier du corps des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 11 mai 2007 modifié par l'arrêté du 12 mai 2010 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres socio-éducatifs,

Vu l'arrêté n° 2019-557 de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère relatif à l'ouverture du concours sur titre en vue du recrutement d'un cadre socio-éducatif pour l'établissement public départemental Le Charmeyran,

Vu la demande de la directrice adjointe de l'établissement public départemental Le Charmeyran en date du 24 janvier 2019,

Sur proposition du directeur de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Arrête :

Article 1 :

Le jury du concours sur titre ouvert pour le recrutement d'un cadre socio-éducatif pour l'établissement public départemental Le Charmeyran est composé comme suit :

- Monsieur Nicolas Klein, Directeur de l'établissement public départemental Le Charmeyran,
- Madame Christine Barret, Directrice ESTHI,
- Monsieur Mickaël Marion, Cadre supérieur socio-éducatif extérieur

Article 2 :

Le directeur de l'éducation, de la jeunesse et du sport et le directeur de l'établissement public départemental Le Charmeyran, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le :





Arrêté n° 2019-649 du 12 février 2019

**Arrêté relatif au fonctionnement du
Centre de planification et d'éducation familiale d'Echirolles - Eybens**

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de la santé publique notamment les articles L2311-1 à L2311-6 et R2311-7 à R2311-18,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L213-1 et L213-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat complétée par la loi n°83-663 du 22 juillet 1983,

Vu la loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances,

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental du 20 juin 2008 relatif à l'ouverture d'un centre de planification et d'éducation familiale à Eybens géré par l'association Mouvement français pour le planning familial ;

Sur la proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Suite au déménagement du centre de planification et d'éducation familiale d'Eybens, Madame la Présidente de l'association Mouvement français pour le planning familial est autorisée à continuer à faire fonctionner un centre de planification et d'éducation familiale, situé 14 avenue des Etats Généraux à Echirolles.

Article 2 :

Le Médecin Directeur du centre de planification et d'éducation familiale est le Docteur Jessica Guibert, diplômée d'état de docteur en médecine, sous réserve de dérogation du directeur général de l'agence régionale de santé.

Article 3 :

Le centre de planification et d'éducation familiale s'assurera le concours, du personnel requis par les textes réglementaires sus-visés.

Article 4 :

Le centre de planification et d'éducation familiale s'engage à exercer ses activités dans les conditions prévues par les textes sus-visés.

Article 5

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en préfecture le 26 février 2019



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 08 mars 2019

DOSSIER N° 2019 C02 F 31 83

Politique : - Ressources humaines
Programme : Effectifs budgétaires
Opération :

Objet : Adaptation des emplois

Dépôt en Préfecture le : 13 mars 2019

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C02 F 31 83,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

d'approuver des adaptations de postes ci-après :

1- Suppressions / créations de postes

* Direction des finances

Service administratif et financier 4

- suppression d'un poste d'adjoint administratif
- création d'un poste de rédacteur

* Direction de l'aménagement

Laboratoire vétérinaire

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction de l'autonomie

Direction

- suppression d'un poste d'adjoint administratif
- création d'un poste de rédacteur

Service accueil et information

- suppression d'un poste d'adjoint technique
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Service autonomie

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Service enfance famille

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

* Direction territoriale du Sud Grésivaudan

Service solidarité

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

2 – Précisions sur certains emplois

* Direction de l'innovation numérique et du système d'information

Un poste de chargé de projets informatiques au service Innovation et applications opérationnelles est actuellement vacant. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

* Direction de la performance et de la modernisation du service public

Deux postes de chargé-e-s de projet sont actuellement vacants à la cellule gestion de la relation aux usagers. Face à la difficulté de recruter des titulaires,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter des agents contractuels** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

* Direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Le poste de chef du service éducation est actuellement vacant dans cette direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

* Direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Un poste d'assistant(e) social(e) de polyvalence est actuellement vacant au sein service Développement social de cette direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.

* Direction territoriale du Grésivaudan

Un poste d'assistant(e) social(e) de polyvalence est actuellement vacant au sein service Développement social de cette direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.

* Direction territoriale de la Matheysine

Un poste de puéricultrice de PMI est actuellement vacant au service insertion famille de cette direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des puéricultrices territoriales.

* Direction territoriale de l'Agglomération grenobloise

Un poste travailleur social ASE est actuellement vacant au sein service locale de solidarité de St Martin d'hères. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.

Un poste travailleur social ASE est actuellement vacant au sein service locale de solidarité de Saint-Martin-le-Vinoux. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- **d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel** en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.



Arrêté n° 2019-526 du 12 février 2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4050 relatif aux attributions de la direction de l'aménagement,

Vu l'arrêté n° 2018-4076 portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement des territoires,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Jean-Charles Français**, chef de service eau et territoires à compter du 1^{er} février 2019,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Daniel Verdeil**, adjoint au chef de service eau et territoires à compter du 1^{er} février 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Jacques Henry**, directeur de l'aménagement, et à **Monsieur Pierre Hetzel**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de l'aménagement, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Charles Français, chef du service eau et territoires et à

Monsieur Daniel Verdeil, adjoint au chef du service eau et territoires,

Madame Yvette Game, directrice du laboratoire vétérinaire départemental,

Madame Christine Bosch-Franchino, chef du service agriculture et forêt,

Madame Marie-Anne Chabert, chef du service patrimoine naturel,

Madame Cécile Lavoisy, adjointe au chef du service patrimoine naturel,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Jacques Henry, directeur, et de

Monsieur Pierre Hetzel, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

A l'exception du laboratoire vétérinaire, en cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service de la direction de l'aménagement.

Article 5 :

En cas d'absence de Monsieur Jean-Charles Français, la délégation qui lui est conférée à l'article 2, peut être assurée, uniquement dans le cadre des activités relevant de l'assistance technique dans le domaine de l'eau, par les responsables de l'assistance technique **Madame Nathalie Jourdan** ou **Monsieur Pascal Charbonneau**.

Article 6 :

En cas d'absence de Madame Yvette Game, la délégation qui lui est conférée par l'article 2, peut être assurée, uniquement dans le cadre des activités relevant du laboratoire vétérinaire, par **Madame Muriel Racadot** ou **Madame Nicole Cartier** ou **Madame Nathalie Crovella-Noire**.

Article 7 :

L'arrêté n° 2018-4076 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 19/02/2019



Arrêté n° 2019-857 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4057 relatif aux attributions de la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes

Vu l'arrêté n° 2018-4083 portant délégation de signature pour la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes

Vu l'arrêté nommant **Madame Maud Viollet**, chef du service achats, à compter du 15 mars 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Magalie Bouexel**, directrice des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de la commande publique et du juridique, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Catherine Holvoët, chef du service juridique et à

Monsieur Gilles Terragnolo, adjoint au chef du service juridique,

Madame Catherine Waddle, chef du service marchés et contrats complexes,

Madame Maud Viollet, chef du service achats,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Madame Magalie Bouexel**, directrice, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-4083 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-859 du 25/02/2019
Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de Voironnais Chartreuse

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4074, relatif aux attributions de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté n°2019-18 portant délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté nommant **Madame Karine Faure**, chef du service développement social par intérim à compter du 25 février 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Chantale Brun**, directrice du territoire de Voironnais Chartreuse, et à **Madame Naïma Perrin-Bayard**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Michaël Richard, chef du service aménagement et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur François Balaye, chef du service éducation,

Monsieur Olivier Chatelard, chef du service aide sociale à l'enfance

Madame Christine Guichard, chef du service PMI,

Madame Sandrine Suchet, chef du service autonomie,

Madame Karine Faure, chef du service développement social par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction.
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Résibois**, chargée de mission « prévention jeunesse », pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de Voironnais Chartreuse.

Article 4 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Chantale Brun, directrice du territoire, et de

Madame Naïma Perrin-Bayard, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 5 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un responsable de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service ou responsables de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du chargé de mission « prévention jeunesse », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service aide sociale à l'enfance.

En cas d'absence du chargé de mission « insertion logement », la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par le chef du service développement social ou par l'adjoint au chef de ce même service.

Article 6 :

L'arrêté n°2019-18 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-942 du 25/02/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de l'Isère rhodanienne**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,
Vu l'arrêté n° 2018-4065 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,
Vu l'arrêté n° 2019-464 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,
Vu l'arrêté nommant **Monsieur Alexandre Cassar**, chef de service éducation à compter du 1^{er} mars 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun**, directrice du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **Monsieur Tanguy Jestin**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Maxime Rome, chef du service aménagement,

Monsieur Alexandre Cassar, chef du service éducation,

Madame Nathalie Besset, chef du service enfance-famille et à

Madame Nathalie Delclaux, chef du service enfance-famille par intérim et à

Madame Laurence Theuillon, adjointe au chef du service enfance-famille,

Madame Delphine Roux, chef du service autonomie,

Madame Maud Makeieff, chef du service développement social et à

Mesdames Véronique Charleux-Manneveau et Ségolène Arnaud, adjointes au chef du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Revol**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, et de

Monsieur Tanguy Jestin, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 5 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

Article 6 :

L'arrêté n° 2019-464 est abrogé à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-943 du
25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des mobilités

Le Président du Conseil Département

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4872 relatif aux attributions de la direction des mobilités,

Vu l'arrêté n° 2018-4873 portant délégation de signature pour la direction des mobilités,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Thibaud Arrachepied**, adjoint au chef du service ouvrage d'art et risques naturels à compter du 1^{er} mars,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Marie-Pierre Flechon**, directrice des mobilités, et à **Monsieur Jean-Jacques Heiries**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des mobilités, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

- **Monsieur Marc Roux**, chef du service études, stratégie et investissement et à
- **Madame Véronique Lespinats**, adjointe au chef du service études, stratégie et investissement,
- **Madame Marie-Pierre Flechon**, chef du service marketing par intérim,
- **Madame Rebecca Dunhill**, chef du service action territoriale et à
- **Madame Pascale Schouler**, adjointe au chef du service action territoriale,
- **Monsieur Gilles Galland**, chef du service expertise transport et à
- **(Poste vacant)**, adjoint au chef du service expertise transport,
- **Monsieur Olivier Latouille**, chef du service PC Itinisé,
- **Monsieur Michel Girard**, chef du service nouvelles mobilités,

- **Monsieur Valentin Le Bidan de St Mars**, chef du service ouvrage d'art et risques naturels et à
- **Monsieur Thibaud Arrachepied**, adjoint au chef du service ouvrage d'art et risques naturels,
- **Monsieur Florent Michel**, chef du service aménagement de voirie et à
- **Monsieur Patrick Berger-By**, adjoint au chef du service aménagement de voirie,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Marie-Pierre Flechon, directrice, et de

Monsieur Jean-Jacques Heiries, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est confiée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des mobilités.

Article 5 :

L'arrêté n°2018-4873 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-944 du 25/02/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4050 relatif aux attributions de la direction de l'aménagement,

Vu l'arrêté n° 2019-526 portant délégation de signature pour la direction de l'aménagement des territoires,

Considérant les missions confiées à **Madame Stéphanie Crouzet**,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Jacques Henry**, directeur de l'aménagement, et à **Monsieur Pierre Hetzel**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de l'aménagement, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Charles Français, chef du service eau et territoires et à **Monsieur Daniel Verdeil**, adjoint au chef du service eau et territoires,

Madame Yvette Game, directrice du laboratoire vétérinaire départemental,

Madame Christine Bosch-Franchino, chef du service agriculture et forêt,

Madame Marie-Anne Chabert, chef du service patrimoine naturel,

Madame Cécile Lavoisy, adjointe au chef du service patrimoine naturel,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Jacques Henry, directeur, et de

Monsieur Pierre Hetzel, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

A l'exception du laboratoire vétérinaire, en cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service de la direction de l'aménagement.

Article 5 :

En cas d'absence de Monsieur Jean-Charles Français, la délégation qui lui est conférée à l'article 2, peut être assurée, uniquement dans le cadre des activités relevant de l'assistance technique dans le domaine de l'eau, les responsables de l'assistance technique **Madame Stéphanie Crouzet** ou **Madame Nathalie Jourdan**.

Article 6 :

En cas d'absence de Madame Yvette Game, la délégation qui lui est conférée par l'article 2, peut être assurée, uniquement dans le cadre des activités relevant du laboratoire vétérinaire, par **Madame Nicole Cartier** ou **Madame Nathalie Crovella-Noire**.

Article 7 :

L'arrêté n° 2019-526 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-951 du 25/02/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Porte des Alpes**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4068 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté n° 2018-9367 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté nommant **Madame Marie-Cécile Sourd**, chef du service action médico-sociale Ouest à compter du 1^{er} février 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Nelson Adonis** directeur du territoire de la Porte des Alpes, et à **Monsieur Sébastien Goethals**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Lyonel Richard, chef du service aménagement et à

Monsieur Laurent Bonnaire, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Nicolas Novel-Catin, chef du service éducation et

Monsieur Jean-Christophe Millée, adjoint au chef du service éducation,

Madame Sylvie Kadlec, chef du service aide sociale à l'enfance et à

Madame Isabelle Saint-Gérard, adjointe au chef du service aide sociale à l'enfance,

Madame Anne Charron, chef du service autonomie, et à

Madame Florence Gayton, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Marie-Annick Vandamme, chef du service action médico-sociale Est, et à

Madame Marie-Laure Moussier, adjointe au chef du service action médico-sociale Est,

Madame Marie-Cécile Sourd, chef du service action médico-sociale Ouest, et à

(Poste vacant), adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Maude Darondeau**, chargée de mission aide sociale à l'enfance, pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Sandrine Lopez**, cadre technique d'appui au service action médico-sociale Ouest, pour signer les actes relatifs aux dispositifs de l'action sociale polyvalente sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Nelson Adonis, directeur du territoire, et de

Monsieur Sébastien Goethals, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service, de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

Article 7 :

L'arrêté n° 2018-9367 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 28/02/2019



Arrêté n° 2019-1091 du 06/02/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de
l'Agglomération grenobloise**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4070 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté n°2019-179 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté nommant **Madame Stéphanie Bergereau**, chef du service local de solidarité Echirolles à compter du 1^{er} mars 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à :

Madame Martine Henault, directrice du territoire de l'Agglomération grenobloise,

Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe,

Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

pour les services thématiques :

Madame Céline Bray, chef du service développement social et à
Madame Coralie Girard, adjointe au chef du service développement social,

Monsieur Patrick Pichot, chef du service enfance famille et à
Madame Sylvie Lapergue, adjoint au chef du service enfance famille, et à

Monsieur Frédéric Blanchet, chef du service autonomie et à
Madame Ségolène Olivier, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Véronique Nowak, chef du service éducation, et à
Monsieur Laurent Marquès, adjoint au chef du service éducation,

pour les services locaux de solidarité :

Madame Stéphanie Bergereau, chef du service local de solidarité Echirolles et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Echirolles,

Madame Valérie Buissière-Bonifaci chef du service local de solidarité Fontaine
Madame Cyrielle Mayo-De Vos, adjointe au chef du service local de solidarité Fontaine,

Madame Fabienne Bourgeois, chef du service local de solidarité Grenoble nord et à
Madame Marie De Bovadilla, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble nord,

Madame Christine Grechez, chef du service local de solidarité Grenoble sud et à
Madame Pascale Platini, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble sud,

Madame Geneviève Goy, chef du service local de solidarité Grenoble est et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble est,

Madame Bernadette Jalifier, chef du service local de solidarité Grenoble ouest et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble ouest,

Madame Nathalie Reis, chef du service local de solidarité Meylan,

Madame Caroline Dussart, chef du service local de solidarité Pont-de-Claix et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Pont-de-Claix,

Madame Sylvie Bonnardel, chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères et à
Madame Clara Polge, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères,

Madame Dominique Para, chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux et à
Madame Valérie Trinh, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux,

Madame Claire Droux, chef du service local de solidarité Vizille,

Mesdames Julie Boisseau, Sarah Giraud, Marion Loron, Isabelle Lavarec, cadres d'appui TAG intervenant sur différents SLS,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Saintot**, coordinatrice de la cellule fonction support, pour signer tous les actes relatifs aux attributions de cette cellule.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Mesdames Perrine Rostaingt, Véronique Conte et Alexandra Grezanlé**, chargées de projet développement social, pour signer les contrats d'engagement réciproques dans le cadre du RSA.

Article 5 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Allain**, chef de projet au service développement social, pour signer les actes relatifs aux demandes d'aides financières attribuées par le service développement social, aux décisions liées au dispositif hôtelier ainsi que les courriers adressés aux partenaires.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Martine Henault, directrice, et de
(Poste vacant), directeur adjoint, et de
Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe, et
Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service ou d'un cadre d'appui, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou l'un des adjoints au chef de service, de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise.

Article 8 :

En cas d'absence d'un chargé de projet développement social, la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par l'un des autres chargés de projet développement social ou par le chef de service ou l'adjoint du service développement social

En cas d'absence du chargé de projet ASO, la délégation qui lui est conférée par l'article 5 peut être assurée par le chef ou l'adjoint au chef de service développement social.

Article 9 :

L'arrêté n° 2019-179 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 13/03/2019



Arrêté n° 2019-1444 du 12/03/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4056 relatif aux attributions de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail,

Vu l'arrêté n° 2018-7634 portant délégation de signature pour la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail,

Vu l'arrêté nommant **Madame Sophie Prault**, directrice adjointe des constructions publiques et de l'environnement de travail à compter du 23 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Philippe Rouger**, directeur des constructions publiques et de l'environnement de travail, et à **Madame Sophie Prault**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Marc Coulon, chef du service conduite de projets,

Monsieur Paul Mongelli, chef du service environnement de travail,

Monsieur Thomas Duplay, chef du service gestion du parc,

Madame Adeline Nigoul, chef du service programmation, conseils et maintenance,

Monsieur Alain Charpentier, chef du service biens départementaux,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Dans l'intérêt du service et pour assurer une gestion et une exécution optimales des marchés du service gestion de parc notamment aux fins d'endiguer tout retard, délégation de signature est donnée à :

- **(poste vacant)**, responsable du pôle gestion de flotte , pour signer les courriers, les documents relatifs au fonctionnement du pôle, les pièces comptables et les bons de commande d'un montant inférieur à 10 000 euros, relatifs aux marchés publics entrant dans ses attributions ;

- **(poste vacant)**, responsable du pôle radio, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros pour les marchés publics relatifs aux pièces détachées spécifiques radio, entrant dans ses attributions ;

- **Monsieur Patrice Ruchier-Berquet**, responsable du pôle magasin, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros pour les marchés publics relatifs aux pièces détachées, lubrifiants, pneus, produits chimiques, petits consommables, aux fournitures de matériaux et produits de l'exploitation, ainsi que les bons de commande inférieurs à 10 000 euros pour les marchés de carburant, entrant dans ses attributions ;

- **Monsieur Christian Giraud** et **Monsieur Gérald Ugnon-Fleury**, chefs d'atelier, pour signer les bons de commandes inférieurs à 4 000 euros pour les marchés publics relatifs à des prestations de réparations, aux contrôles des installations et matériels, aux pièces détachées, lubrifiants, pneus, petits consommables ainsi que, les bons de commande inférieurs à 760 euros pour les marchés de fournitures outillage, entrant dans leurs attributions ;

- **Monsieur Pascal Bernard Guelle**, responsable du pôle atelier, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros pour les marchés publics relatifs à des prestations de réparations, aux contrôles des installations et matériels, ainsi que les bons de commande inférieurs à 760 euros des marchés de fournitures outillage, entrant dans ses attributions.

Article 4 :

En cas d'absence d'un responsable de pôle, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un autre responsable de pôle dès lors que ce dernier dispose de la délégation dans le domaine visé, dans le cadre de son propre rôle. Si la délégation à un autre chef de pôle n'est pas possible pour cause d'incompétence ou d'absence, le chef du service gestion de parc, ou un autre chef de service de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail est compétent.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Philippe Rouger, directeur, et de

Madame Sophie Prault, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail.

En cas d'absence du chef de service des biens départementaux, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 uniquement en ce qui concerne la signature des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, ne peut être assurée que par le directeur ou directeur adjoint de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail.

Article 7 :

L'arrêté n°2019-7634 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en préfecture : 13/03/2019



Arrêté n° 2019-1454 du 12/03/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Matheysine**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4066 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Matheysine,

Vu l'arrêté n° 2018-4773 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Matheysine,

Considérant l'absence de **Madame Sandrine Pinede**, empêchée et remplacée par **Madame Alison Nahum** à compter du 1^{er} mars 2019 par intérim,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Jean-Noël Gachet**, directeur du territoire de la Matheysine, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Maylis Bolze, chef du service autonomie,

Monsieur Lionel Laye, chef du service éducation et moyens généraux et à

Madame Cécile Maurin, adjointe au chef du service éducation et moyens généraux

Monsieur Laurent Garnier, chef du service aménagement et à

Monsieur Pierre Moulin, adjoint au chef du service aménagement

Madame Emmanuelle Grolleau-Izambard, chef du service de l'insertion et de la famille et à

Madame Alison Nahum, adjointe au chef du service de l'insertion et de la famille par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur Jean-Noël Gachet**, directeur du territoire, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de la Matheysine.

Article 5 :

L'arrêté n°2018-4773 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en préfecture : 13/3/2019



**Arrêté n° 2019-1520 du
18/03/2019**

Arrêté portant délégation de signature pour la direction générale des services

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n°2019-561 relatif aux attributions de la direction générale des services du Département,

Vu l'arrêté n°2019-828 portant délégation de signature pour la direction générale des services,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Alexis Baron**, Directeur général adjoint chargé du pôle famille à compter du 1^{er} avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Séverine Battin**, Directrice générale des services du Département, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs concernant les affaires du Département de l'Isère, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin**, délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux**, Directeur général délégué, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs, relatifs à l'article 1, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux**, Directeur général délégué, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions de Directeur général adjoint chargé du pôle cadre de vie à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Alexis Baron**, Directeur général adjoint chargé du pôle famille, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Laurent Lambert**, Directeur général adjoint chargé du pôle attractivité du territoire, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Hervé Monnet**, Directeur général adjoint chargé du pôle ressources, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin** et de **Monsieur Erik Malibeaux**, la délégation qui leur est conférée aux articles 1 et 2 peut être assurée par **Monsieur Alexis Baron**, Directeur général adjoint, ou **Monsieur Laurent Lambert**, Directeur général adjoint ou **Monsieur Hervé Monnet**, Directeur général adjoint.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des directeurs généraux adjoints, la délégation qui leur est conférée à l'article 3 peut être assurée par un autre directeur général adjoint mentionné à cet article.

Article 6 :

Délégation est donnée à **Madame Karine Faiella**, chef du service des assemblées, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 7 :

Délégation est donnée à **Madame Michèle Sifferlen**, chargée de mission vie des élus, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants, des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 8 :

En cas d'absence du chef de service des assemblées ou du chargé de mission vie des élus, la délégation qui leur est conférée par les articles 6 et 7 peut être assurée par l'un des directeurs généraux adjoints.

Article 9 :

L'arrêté n° 2019-828 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt préfecture : 21/03/2019



Arrêté n° 2018-1002 du
27 fev 2019

Arrêté relatif à la création de sous-régies à la régie de recettes « boutiques »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-255 du 9 janvier 2002, instituant une régie de recettes des « boutiques » des musées départementaux,

Vu les arrêtés portant création de sous-régies de recettes « boutiques » dans les musées suivants :

- Musée de Saint-Antoine l'Abbaye, musée Hector Berlioz, Ensemble départemental d'art sacré contemporain et musée de la Révolution Française arrêté 2002-256 du 29 janvier 2002,
- Musée Hébert et maison Champollion par arrêté n° 2004-5989 du 12 octobre 2004,
- Musée de la Houille Blanche par arrêté n° 2011-5166 du 1^{er} juin 2011,

Vu l'arrêté 2013-11202 du 11 décembre 2013, portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant à la régie de recettes « boutiques »,

Vu la décision de la Commission permanente en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

Il est institué des sous-régies dans les musées départementaux suivants :

Musée Dauphinois – 30, rue Maurice Gignoux – 38000 Grenoble

Musée de l'Ancien Evêché – 2, rue Très-Cloîtres – 38000 Grenoble

Musée archéologique de Grenoble – Place Saint-Laurent – 38000 Grenoble

Musée de la Résistance et de la Déportation – 14, rue Hébert – 38000 Grenoble

Ainsi qu'au Palais du Parlement – Place Saint-André – 38000 Grenoble

Article 2 :

Ces sous-régies sont installées dans les musées énumérés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

Les sous-régies encaissent le produit des ventes réalisées dans les boutiques des musées départementaux (livres, objets, droits de reproduction,...).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèque bancaire,
- par carte bancaire,

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 152 € est mis à la disposition du sous-régisseur de chaque site.

Article 6 :

Le montant de l'encaisse que le sous-régisseur est autorisé à conserver est de

- ❖ 4 000 € pour le musée Dauphinois et le musée de l'Ancien Evêché,
- ❖ 3 000 € pour le musée de la Résistance et de la Déportation et le musée de la Houille blanche
- ❖ 2 000 € pour le musée archéologique de Grenoble
- ❖ 1 500 € pour le Palais du Parlement

Article 7 :

Le sous-régisseur doit tenir une comptabilité. Cette comptabilité doit permettre de connaître à tout moment le solde de la caisse. Il doit également conserver toutes les pièces nécessaires à la bonne justification de ses opérations.

Article 8 :

Le sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur, dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au moins une fois par mois.

Article 9 :

Le sous-régisseur versera simultanément auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes.

Article 10 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Arrêté relatif à la perception des dons par la régie « billetterie »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002, instituant une régie de recettes pour les musées de la conservation du patrimoine de l'Isère,

Vu l'arrêté 2013-11242 du 11 décembre 2013, modifiant la domiciliation de la régie de recettes et son appellation,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

L'article 2 de l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002 est ainsi modifié :

Les recettes encaissées pourront également concerner les dons faits par les visiteurs des musées suivants :

- musée Dauphinois, à Grenoble
- musée archéologique de Grenoble
- musée de l'Ancien Evêché, à Grenoble
- musée de la Résistance et de la Déportation, à Grenoble
- musée Hector Berlioz, à la Côte-St-André
- musée Hébert à la Tronche
- ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse (œuvres d'Arcabas)
- musée la Houille Blanche, maison d'Aristide Bergès à Lancey
- musée de St-Antoine-l'Abbaye
- musée Champollion à Vif
- musée de la Révolution Française, domaine de Vizille

Article 2 :

Ces dons pourront être faits en espèces ou par chèque, seuls les dons en euros sont acceptés.

Article 3 :

Pour les dons en chèque, le comptable et le régisseur sont autorisés à ne pas engager de procédure de recouvrement si les chèques sont sans provision.

Article 4 :

Si des devises étrangères étaient déposées dans l'urne, elles seront mentionnées dans le procès-verbal d'ouverture. Au moins une fois par an, les billets devront être changés auprès d'un établissement de change par le régisseur, et cette recette en euros sera réintégrée dans les recettes de la régie.

Article 5 :

A la demande du donateur il pourra être délivré un reçu fiscal, par le Payeur départemental.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Arrêté n°
2018-9978 du 27 FEV. 2019

Arrêté relatif à la création de sous-régies pour la régie de recettes « billetterie »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002, instituant une régie de recettes pour les musées de la conservation du patrimoine de l'Isère,

Vu les arrêtés instituant des sous-régies de recettes :

- ❖ 2002-6923 du 20 décembre 2002 au musée Hector Berlioz à la Côte St André, au musée Hébert à La Tronche, à l'ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse et au musée de la Houille Blanche à Lancey
- ❖ 2005-1064 du 25 avril 2005 à la Maison Champollion à Vif,
- ❖ 2011-1363 du 21 février 2011 instituant une sous-régie de recettes au musée de Saint-Antoine l'Abbaye,

Vu l'arrêté 2003-1828 du 9 avril 2003 relatif à la tenue de la comptabilité et à délivrance de tickets via un système informatique dans les sous-régies du musée Hector Berlioz, musée Hébert, de l'ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse et du musée de la Houille Blanche à Lancey,

Vu l'arrêté 2013-11242 du 11 décembre 2013, modifiant la domiciliation de la régie de recettes et son appellation,

Vu l'arrêté 2018-9977 modifiant la régie de recettes « billetterie »,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

Il est institué des sous-régies dans les musées départementaux suivants :

Musée Dauphinois – 30, rue Maurice Gignoux – 38000 Grenoble

Musée de l'Ancien Evêché – 2, rue Très-Cloîtres – 38000 Grenoble

Musée archéologique de Grenoble – Place Saint-Laurent – 38000 Grenoble

Musée de la Résistance et de la Déportation – 14, rue Hébert – 38000 Grenoble

Domaine de Vizille – place du château – 38220 Vizille

Article 2 :

Ces sous-régies sont installées dans les musées énumérés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

Les sous-régies encaissent le produit des entrées, des visites guidées et des dons dans les musées départementaux.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
 - par chèque bancaire,
- uniquement en euros.

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 152 € est mis à la disposition du sous-régisseur de chaque site.

Article 6 :

Le montant de l'encaisse que le sous-régisseur est autorisé à conserver est de 1 000 € pour les musées suivants :

- musée Dauphinois
- musée de l'Ancien Evêché
- musée archéologique de Grenoble
- musée de la Résistance et de la Déportation.

Il est de 4 000 € pour le musée de la Révolution Française.

Article 7 :

Le régisseur doit tenir une comptabilité. Cette comptabilité doit permettre de connaître à tout moment le solde de la caisse. Il doit également conserver toutes les pièces nécessaires à la bonne justification de ses opérations. En particulier, il doit gérer les recettes issues de la billetterie de celles relevant des dons de manière à identifier précisément les montants et les pièces justificatives qui relèvent de chacune de ces 2 catégories d'encaissements

Article 8 :

Le sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur, dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au moins une fois par mois.

Article 9 :

Le sous-régisseur versera simultanément auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes, en distinguant celles provenant des dons.

Article 10 :

L'ouverture des urnes disposées à l'entrée des musées aura lieu en présence du régisseur ou du sous-régisseur et d'un représentant de l'ordonnateur. Elle sera organisée au moins une fois par mois. Elle donnera lieu à un procès-verbal signé par le régisseur ou le sous-régisseur et le représentant de l'ordonnateur.

Article 11 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directeur de la publication Séverine BATTIN
Rédaction et abonnement : service relations usagers